

Accusations d'écoutes : comment Trump a mis la Maison-Blanche dans l'embarras



La Maison-Blanche s'essaye à un exercice de communication de haute voltige : dire que ce qu'a dit Trump n'était pas vraiment ce qu'il a dit.

Le 4 mars dernier très tôt le matin, Donald Trump lâchait une bombe sur Twitter : il accusait son prédécesseur, Barack Obama, d'avoir mis sur écoute ses lignes téléphoniques à la Trump Tower avant l'élection présidentielle du 8 novembre. Il avait alors parlé, avec la fureur qu'on lui connaît, de "mcarthysme", de "Nixon-watergate", de "mauvais type", de "gars malade"...

Barack Obama, par la voix de son porte-parole, avait rapidement démenti. Donald Trump avait ensuite demandé que les commissions du Congrès qui enquêtent sur d'éventuelles ingérences de la Russie dans l'élection de novembre enquêtent sur ces éventuelles écoutes.

Deux semaines plus tard, l'affaire est en passe d'être classée. La puissante Commission du renseignement du Sénat, bipartisane, a affirmé jeudi 16 mars ne disposer d'aucune preuve étayant ces accusations, "que ce soit avant ou après l'élection de 2016". La veille, deux responsables de la Commission du renseignement de la Chambre des représentants, le républicain Devin Nunes et le démocrate Adam Schiff, avaient indiqué lors d'une conférence de presse : "Nous n'avons aucune preuve que cela ait eu lieu." Bombardé de questions lors de son point de presse quotidien, Sean Spicer, le porte-parole de la Maison-Blanche a assuré que le président "maintenait" ses accusations avant de s'en prendre avec virulence aux journalistes.

Depuis deux semaines, la question est rabâchée : "Où sont les preuves ?" Depuis deux semaines, le camp de Trump est mal à l'aise. Preuve de cet embarras, les explications données ont changé presque tous les jours. Leur stratégie est compliquée à tenir : soutenir les soupçons de Trump sans valider une accusation dont certains soupçonnent qu'elle provient des médias d'extrême droite. On assiste même depuis quelques jours à un exercice de communication de haute voltige du côté de la Maison-Blanche : dire que ce qu'a dit Trump n'était pas vraiment ce qu'il a dit. Retour en citations sur les arguments déployés.

"No comment"

Au lendemain de l'accusation, le porte-parole du président, Sean Spicer, avait botté en touche, laissant entendre qu'il n'avait pas de preuves à apporter. Il avait alors déclaré que ni Trump ni les responsables de la Maison-Blanche ne feraient de commentaire sur le sujet jusqu'à ce que le Congrès ne fasse une enquête sur ces allégations. En disant cela, Sean Spicer avouait à moitié que les preuves n'existaient pas, puisque il était nécessaire d'enquêter... pour en trouver !

"Les conseillers juridiques de la Maison-Blanche étudient toutes les options qui sont à notre disposition."

Très rapidement, l'entourage de Trump a pris ses distances. Ce fût d'abord le cas d'une autre porte-parole de la Maison-Blanche, Sarah Huckabee Sanders, qui lors d'une interview sur ABC a utilisé le conditionnel :

"Si cela s'est réellement produit, si cela s'avère exact, ce serait le plus grand scandale. Le peuple a besoin de savoir si cela a eu lieu."

Elle a aussi accusé les médias d'impartialité :

"Tout le monde fait comme si le président avait juste eu une idée comme ça, qu'il a balancée. Plusieurs médias ont rapporté cette affaire. Tout ce que nous demandons,

| c'est d'être considéré autant que l'administration Obama."

La semaine suivant l'accusation de Donald Trump, les membres de l'administration ont tenté d'éviter le sujet, s'en remettant aux conclusions des enquêtes du Congrès en cours. John F. Kelly, le secrétaire à la Sécurité intérieure, a haussé les épaules quand on l'interrogeait :

| "Je n'ai rien à dire sur ce sujet. Si le président des Etats-Unis a dit ça, c'est qu'il a des raisons de le dire."

Le ministre de la Justice, Jeff Session, lui, a balayé la question : "Pas de commentaires."

Silence gêné

Plus les jours passaient, plus les silences gênés de l'équipe Trump se sont multipliés. Interrogé par WEWS, le vice-président, Mike Pence, a évité la question, renvoyant lui aussi à l'enquête des comités du Congrès. Sur Fox News, il a réitéré un élément de langage diffusé par tous les porte-parole:

| "Le tweet du président parle de lui-même."

Avant d'ajouter : "Nous sommes satisfaits de voir que les commissions parlementaires ont clairement fait savoir qu'elles examineront la question."

En fin de semaine dernière, Sean Spicer se fait plus prudent, refusant de "préjuger" de l'issue des enquêtes du Congrès. Il a également refusé de dire si Donald Trump s'excuserait s'il s'avérait qu'aucune preuve ne soit trouvée.

| "Ne brûlons pas les étapes. Je ne veux pas préjuger de leur travail. Je ne vais pas entrer dans une série d'hypothèses, ni préjuger des conclusions du compte-rendu d'une enquête qui n'a pas encore eu lieu. Une fois que cela sera fait, nous ferons une réponse appropriée."

Les journalistes insistent : "Où sont les preuves ?"

Rétropédalage

Mardi dernier, lors du brief hebdomadaire, Sean Spicer a amorcé un rétropédalage :

| "Le président a employé l'expression 'mise sur écoute' entre guillemets... Il ne pense pas vraiment que le président Obama personnellement est venu et a mis sur écoute son téléphone personnellement. Il se référait aux activités de surveillance 'au sens large' pendant la campagne de 2016."

Domage pour lui, Donald Trump a bien utilisé le mot "sur écoute" et n'a pas mis de guillemets.

Le même jour, la conseillère de Donald Trump, Kellyanne Conway, a affirmé n'avoir "aucune preuve, mais c'est pour cela qu'il y a une enquête au Congrès." Kellyanne Conway s'était ridiculisée un peu plus tôt en affirmant qu'il y avait "plusieurs manières de se surveiller les uns les autres", y compris par des "fours à micro-ondes".

"J'avais lu des choses"

Interrogé mercredi soir sur Fox News sur la façon dont il avait appris cette affaire d'écoutes, Donald Trump a répondu : "J'avais lu des choses." Il a ensuite fait référence à un article du "New York Times" le 20 janvier et "d'autres choses" qu'il avait lues évoquant des écoutes.

Donald Trump a également évoqué nommément un reporter de Fox News qui "la veille" - apparemment le 3 mars - "parlait de certaines choses, très complexes qui se passaient. Et d'écoutes téléphoniques. J'ai dit 'attendez un peu, on parle beaucoup d'écoutes téléphoniques'. J'avais vu beaucoup de choses".

Et de réutiliser l'argument de son porte-parole :

"N'oubliez pas : quand je dis écoutes téléphoniques, ces mots étaient entre guillemets [...] parce que les écoutes téléphoniques, c'est quelque chose de plutôt vieux jeu. Mais cela recouvre vraiment la surveillance et beaucoup d'autres choses."

On pourrait croire, l'affaire bientôt terminée, que la pression croissante ferait rendre les armes à Donald Trump. Non. Le président américain a annoncé d'autres épisodes à venir.

"Nous allons soumettre des choses à la commission très prochainement [au cours des deux prochaines semaines] qui n'ont pas encore été présentées jusqu'à présent."

S.D.